

AVANT-PROPOS

Ce livre consacré au socialisme municipal représente l'aboutissement de plusieurs années de recherches, de lectures et de réflexions autour de la société française et de la politique de la gauche sous la Troisième République, et plus généralement sur l'histoire du socialisme européen à l'époque de la Deuxième Internationale.

Si l'arc chronologique concerné couvre cinquante ans d'histoire, de la défaite de la Commune de Paris à la naissance du communisme, l'étude se concentre plus précisément sur la période 1884-1914 qui voit la promulgation de la loi du 5 avril 1884 donnant aux conseils municipaux, issus du suffrage universel, le droit d'élire leurs maires, à la seule exception de la ville de Paris, et qui se termine avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale. À partir des années 1880-1990, les candidats socialistes commencent à s'affirmer et à conquérir les premières municipalités qui donnent naissance à ce que l'on appellera le « socialisme municipal ». Terme assez débattu et contesté à l'époque, il renvoie principalement aux politiques et aux pratiques appliquées aux communes par les organisations ouvrières et socialistes, et pas à une forme particulière de socialisme. Si l'expérience communarde influence encore la pensée et l'action municipale françaises jusqu'aux années 1890, au tournant du siècle les responsabilités de gouvernement local engagent le socialisme français et plus généralement la Deuxième Internationale socialiste dans l'élaboration d'une politique réformiste qui s'affirme à la veille de Grande Guerre.

Les premiers chapitres de cet ouvrage sont consacrés à l'analyse des congrès des différents partis ouvriers, à leurs débats, à leurs programmes et à la reconstitution d'une géopolitique des premières conquêtes municipales. À ceux qui les jugeraient trop factuelles, je rappelle le constat d'Ernest Labrousse qui me semble encore actuel : « je dirai qu'au moins pour cer-

tains temps et pour certains pays, l'histoire événementielle du socialisme est à faire » [Labrousse in Haupt, 1964, p. 12]. En effet, la littérature est riche d'études locales et régionales sur la conquête et la gestion de « mairies rouges », mais elle manque d'une vue d'ensemble sur le territoire national. Après ma thèse de doctorat en 1991, mon livre italien paru en 1992 et d'autres travaux que j'ai publiés les années suivantes, très peu d'études ont entrepris de dresser un cadre du socialisme municipal en France, relié à son évolution en Europe. Seules exceptions, les travaux de Rémi Lefebvre et d'Aude Chamouard, dans lesquels, toutefois, le socialisme municipal d'avant-guerre ne représente que la toile de fond d'une analyse qui concerne les années qui suivent la Grande Guerre.

L'ambition de la deuxième partie de ce travail est d'étudier la genèse d'un réformisme socialiste français à la lumière du socialisme municipal. Les pratiques locales socialistes doivent être lues comme le résultat d'une évolution du socialisme français tout entier. Elles participent de l'élan qui a multiplié les succès électoraux sur le terrain et qui a abouti à une unification des différents courants. Le réformisme de gauche se sépare alors progressivement du républicanisme et du radicalisme et se constitue, pendant la première décennie du *xx*^e siècle, en courant politique autonome, axe portant d'un nouveau parti, la SFIO, qui pourra représenter une force de gouvernement à partir de la Grande Guerre.

Avant de pouvoir s'affronter directement à l'État centralisateur, les socialistes français firent leurs armes dans les gouvernements locaux où, au cours de la lente mutation du mouvement révolutionnaire en force réformatrice, ils apprirent le contrôle des appareils administratifs et la maîtrise de l'économie. Les guesdistes eux-mêmes, qui se disaient adversaires acharnés du socialisme municipal, utilisèrent en réalité pleinement l'expérience de la gestion des communes ouvrières. Cela non seulement dans un but de propagande ou pour esquisser une « contre-société » alternative au modèle bourgeois, mais également pour acquérir une solide expérience administrative qui, par la suite, s'avérera utile, lorsque l'ensemble du parti entrera dans la sphère gouvernementale.

Cette étude permet d'éclairer la lente mais constante intégration de la classe ouvrière française dans la vie politique nationale et la contribution du socialisme à l'instauration d'un état social en France. En effet, face au refus de la Troisième République d'accorder la décentralisation et l'administration publique des services, le socialisme municipal devient une forme de lutte contre l'État. Il prend la forme d'une opposition au niveau local, grâce notamment à l'effort fait par la gauche française pour laïciser la bienfaisance et la transformer en un système d'assistance publique.

Pourtant, même après la naissance de la SFIO, les divergences entre socialistes ne disparaissent pas. Elles éclatent au grand jour au congrès national de Saint-Quentin, en 1911, lorsque le parti tout entier aborde pour la première fois la question municipale. Les politiques municipales, la muni-

cialisation des services publics, la régie directe, le « socialisme de l'eau et du gaz » font la force des municipalités élues auprès des couches populaires et travailleuses en Europe, confrontées à la misère, au chômage, aux crises cycliques du logement et à la vie-chère. Malgré cela, les politiques locales sont encore, en 1911, rejetées par une partie de la Deuxième Internationale et considérées par l'aile guesdiste de la SFIO, comme « de la philanthropie collective, mais non pas du socialisme ».

Pendant, une nouvelle génération, représentée par Albert Thomas et Edgard Milhaud, cherche à « donner une doctrine à un parti qui n'en avait pas », en se fondant sur les réalisations du socialisme au niveau local et sur des réflexions sur la nature et l'application de la régie directe. Cette nouvelle génération des socialistes essaie ainsi d'engager la SFIO dans une analyse théorique de la nouvelle phase du capitalisme monopoliste et de la pousser à assumer une pleine responsabilité d'intervention dans le social. Le socialisme municipal se présente alors comme un socialisme réformiste, ouvert au développement démocratique, partie intégrante du système républicain français, et qui aligne sa politique municipale avec celle d'autres partis nationaux de l'Internationale socialiste. Ce que l'on définit désormais comme « socialisme municipal » dépasse autour des années 1910 les milieux purement socialistes et s'impose dans des débats sur la nature du municipalisme et de la régie directe pour investir les universités, les cercles libéraux et radicaux, les institutions et les associations engagées dans l'intervention sociale : le *Verein für Sozialpolitik* en Allemagne et en Autriche, l'Institut Solvay et le Musée social en Belgique et en France, l'*Umanitaria* en Italie. Le cinquième chapitre traite de ces débats.

Une troisième partie du livre revient sur le monde du travail et sur les relations qui s'installent entre municipalisme et coopération et entre socialisme municipal et syndicats, en particulier dans les grandes agglomérations urbaines. L'entrée de conseillers socialistes dans la gestion des métropoles et non plus seulement des petites villes ouvrières n'implique pas seulement de nouveaux problèmes d'alliance politique, mais également la nécessité de prendre en charge de grands réseaux de distribution de services : transports, égouts, eau, gaz, ordures, affichage, dépôts et usines municipales. Les élus socialistes doivent affronter la compétition pour la mise en régie et les relations souvent conflictuelles avec la masse des travailleurs organisés en syndicats et employés par les Bourses du travail. Ainsi, l'alliance avec le mouvement coopératif et l'aide à la naissance de coopératives permettent aux socialistes de toucher des couches populaires d'immigration récente en ville, et de faire face à de nouveaux besoins et souvent à de véritables révoltes populaires provoquées par la pénurie de nourriture et de logements.

Le dernier chapitre de cet ouvrage est consacré au développement du socialisme en région parisienne au début des années 1900, auquel l'historiographie s'est insuffisamment intéressée. En effet, la grande thèse de

Michel Offerlé sur le socialisme parisien s'arrête au début du *xx*^e siècle et les travaux d'Annie Fourcaut et Jean-Paul Brunet concernent plutôt l'urbanisation de la grande banlieue et la ville de Saint-Denis, important bastion socialiste puis communiste. En effet, le socialisme se transforme dans la capitale plus qu'ailleurs, au profit d'une forme-parti plus moderne, moins « mouvementiste » et plus institutionnalisée. Grâce aux efforts accomplis, en particulier par les dirigeants de la Fédération de la Seine, ce processus amène le socialisme français à s'aligner de plus en plus sur le modèle organisationnel social-démocrate européen, proposé en particulier par le SPD, au sein de la Deuxième Internationale. Ainsi, lorsque la Fédération de la Seine se présente aux élections municipales de 1908 et de 1912, son programme a atteint un degré de maturité considérable, grâce au long chemin de réflexion et de pratiques accompli à partir des années 1880. La Fédération offre aux candidats un véritable engagement dans la préparation politique et elle consolide les relations avec les mouvements syndicaux et coopératifs. De nouvelles figures de dirigeants, mais aussi d'intellectuels parfois passés par l'École normale de la rue d'Ulm, s'affirment dans le département de la Seine : Albert Thomas, Marcel Cachin, Henri Sellier, Ernest Poisson, Maurice Halbwachs, mais aussi Paul Lafargue qui reprend les réflexions du mouvement ouvrier sur le logement. Les plus jeunes émergent en tant que nouvelle classe dirigeante du socialisme parisien et national appelée à jouer un rôle important dans la gauche pendant et après la Grande Guerre. Les pages consacrées à la question de l'alternance générationnelle et plus généralement à l'analyse prosopographique des élus locaux socialistes ne font que suggérer quelques pistes à reprendre et à développer dans des travaux futurs.

Le travail accompli par la gauche ouvrière en France dans les années précédant la Première Guerre mondiale a créé un climat de collaboration entre milieux divers et un certain équilibre social. Ces éléments, associés à la consolidation démocratique des institutions de la Troisième République, ont empêché le développement d'une opposition frontale de classe caractéristique du premier après-guerre dans d'autres pays comme l'Italie. En effet, si le Parti socialiste italien (PSI) et la SFIO ont mené des expériences communales assez semblables, en échangeant des expériences et des pratiques, il n'en reste pas moins que leurs relations avec l'État ont été très différentes. À la veille de la Grande Guerre, les offres de collaboration faites par le gouvernement libéral de Giovanni Giolitti au PSI finissent paradoxalement par produire le tournant radical à gauche du parti, tandis qu'à la même période, la SFIO adopte une attitude positive face aux institutions républicaines. Malgré quelques soubresauts, cette attitude marquera de son empreinte l'action socialiste française de l'entre-deux-guerres. L'esprit de collaboration et une moindre radicalisation politique contribuera à sauver la France de la tentation fasciste, un sujet qui est au cœur de mes études les plus récentes.

Ainsi ce livre, en même temps qu'il contribue à l'histoire des débuts du socialisme dans la sphère locale, peut éclairer sur l'attitude des gauches européennes au début du *xx*^e siècle.

Pour conclure, je souhaite remercier celles et ceux qui ont facilité mes recherches dans les nombreux centres d'archives et bibliothèques que j'ai fréquentés. En Italie, le personnel de la Fondation Gian Giacomo Feltrinelli de Milan, de la Fondation Luigi Einaudi de Turin, de la Bibliothèque communale d'Imola et de la Società l'Umanitaria de Milan. À Paris, le personnel de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales, de l'Institut français d'histoire sociale, de la BDIC/La contemporaine, des Archives des Paris, de la Bibliothèque de l'Arsenal, de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, de l'Institut de recherches marxistes, de la Bibliothèque du CEDIAS-Musée social, du Collège coopératif, de l'Office universitaire de recherches socialistes (OURS), du Service d'archives de la Préfecture de police et du Centre d'histoire sociale du *xx*^e siècle/Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

Je remercie également les collègues et amis qui ont suivi au fil des ans mes recherches : Gilles Candar, Oscar Gaspari, Janet Horne, Renaud Payre, Michel Prat, Christophe Prochasson, Pierre-Yves Saunier. Un remerciement particulier va à Michelle Perrot qui avait participé à mon jury de thèse ; à l'époque, ses suggestions avaient été source d'inspiration pour mes recherches. Je dois beaucoup à des historiens qui ont malheureusement disparu, comme Colette Chambelland, Tony Judt, Claude Willard, Madeleine Rebérioux. Madeleine, qui avait dirigé mon doctorat français sur les municipalités socialistes et à laquelle me liait une amitié tissée au fil des ans, m'a incité jusqu'à ses derniers jours à publier le livre qui sort aujourd'hui. Je ne peux remédier à ce retard qu'en le lui dédiant.

Je remercie enfin Nicole Thirion, Rossana Vaccaro et Éric Belouet pour l'aide indispensable qu'ils m'ont fournie dans l'écriture et la révision du texte en français. Deux remerciements particuliers : à Gilles pour avoir relu et préfacé ce texte, et à Éric pour le temps qu'il a bien voulu consacrer à ce livre qui, sans son enthousiasme, « son courage d'éditeur », comme aiment à le définir des amis communs, n'aurait jamais vu le jour.

Bologne-Paris, avril 2018